

Agence de Metz
1 rue Jean Antoine Chaptal
57070 METZ
Tel 03 72 39 53 47
metz@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2.10

Mission(s) L (*), LE, SEI (*)	
Nos références 570C250G (570-C-2024-005R)	Date 16/02/2026

MAXEVILLE - INSPE - BATIMENT E

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE
TECHNIQUE N°1



Envoi	UNIVERSITE DE LORRAINE - TOUSSAINT	Maître d'ouvrage	thierry.toussaint@univ-lorraine.fr
Copie	YAH0 Expertise	Maître d'oeuvre	rovida@yaho-expertise.fr

Le chargé d'affaire,
Kévin MELACOTTE

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	3
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	3
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Solidité des existants.....	11
VIII.3 - Classement et référentiel.....	13
VIII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*).....	15
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*).....	19
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	20

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Rapport Initial de Contrôle Technique concernant la rénovation de l'étanchéité de la toiture du Bâtiment E sur le site INSPE (Terrasse 1 à 17) au 5 Rue Paul Richard, 54320 Maxéville

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°570-C-2024-005R et qui sont détaillées ci après :

- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Kévin MELACOTTE

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage
UNIVERSITE DE LORRAINE
34 COURS LEOPOLD
54000 NANCY

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Rénovation de l'étanchéité de la toiture du Bâtiment E sur le site INSPE au 5 Rue Paul Richard, 54320 Maxéville

Adresse de l'opération :
5 Rue Paul Richard, 54320 Maxéville

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Indéterminé

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 5 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- CCTP et DPGF Réfection toiture terrasse ; YAH0 Exp - Date : Janvier 2025 - Réception : 13/02/2026
Concerne le bâtiment E du site INSPE à MAXEVILLE

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - UNIVERSITE DE LORRAINE

- * Incendie :

=> Préciser le classement de l'établissement (groupement d'établissement ? , effectifs et catégorie).

- * Incendie :

=> Nous transmettre le dossier d'AT ainsi que l'avis de la sous-commission départementale de sécurité sur la demande d'autorisation de travaux

Lot 101 - Maitre d'oeuvre - YAHO Expertise

- * Incendie:

Concernant la toiture terrasse avec revêtement autoprotégé :

La terrasse se situe à moins de 12m de la limite de propriété et doit donc bénéficier d'un classement BroofT3 vis à vis d'un feu provenant de l'extérieur.

Le complexe proposé au CCTP "IKO DUO FUSION" n'est pas suffisamment précis pour vérifier cette exigence. Préciser clairement cette contrainte au CCTP pour que l'entreprise sélectionne les revêtements bénéficiant de ce classement

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de la demande d'autorisation de travaux

TOITURE TERRASSE ETANCHEE

- Détails d'exécution
- Localisation et diamètre des DEP et trop pleins
- Classement A CERMI isolant
- Avis technique
- Cahier des charges

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>TOITURE TERRASSE ETANCHEE</p> <p>TOITURE TERRASSE ETANCHEE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude <900 m)</p> <p>Principe constructif général Elément porteur adapté à la destination Pente minimale adaptée à la destination</p> <p>Dispositions constructives particulières Traitement de points singuliers</p> <p>Protection du complexe</p> <p>Ouvrage non traditionnel</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p>	<p>Support dalle béton existante.</p> <p>Pente nulle admissible.</p> <p>Prévu au CCTP : Traitement des points singuliers type : JD, relevés d'étanchéité, naissance EP...</p> <p>Il est prévu la rehausse de certains acrotères par des pièces de bois pour respecter un relevé suffisant d'étanchéité</p> <p>Remplacement de lanterneaux de désenfumage de différentes dimensions, dito à l'existant</p> <p>3 types de protection suivant les terrasses : - gravillons roulés sur une épaisseur de 4 cm minimum - étanchéité bicouche autoprotégée - Dalles sur plot</p> <p>Avis techniques ou DTA à communiquer en phase EXE - L'isolant support d'étanchéité - Le complexe bicouche élastomère</p>

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Renseignements sur les existants - Nature des existants (présence de sous-sol, hauteur, structure porteuse, ...)	AF	Retrait de l'ensemble du complexe d'étanchéité existant jusqu'au support béton. Nouvel isolant prévu de type PIR : ajout de charge admissible.

VIII.3 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Bâtiment E, Site INSPE
La toiture est considérée inaccessible.

Description sommaire des installations :

Sans objet

Date d'application du référentiel réglementaire : 02/01/2025

Classement :

En attente de la notice de sécurité et de l'avis de la SCDS

<p>Hypothèse à confirmer : Groupement d'établissement de la 1ère Catégorie du type R</p>

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Non-communicué.

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 13/01/2004 portant approbation des dispositions particulières applicables au type R
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

/

Autres prescriptions particulières :

/

VIII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par l'arrêté du 28/06/2024 et précédents
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	PM	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	AS	Incendie : => Préciser le classement de l'établissement (groupement d'établissement ? , effectifs et catégorie).
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	PM	Suivant retour de l'observation ci-dessus
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	AS	Incendie : => Nous transmettre le dossier d'AT ainsi que l'avis de la sous-commission départementale de sécurité sur la demande d'autorisation de travaux
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	SO	
GN 6	Utilisations exceptionnelles des locaux.	HM	A respecter par l'exploitant.
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	HM	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	AF	Établissement existant.
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	En exécution et avant passage de la commission, les procès-verbaux, établis par des laboratoires agréés, de résistance et de réactions au feu des matériaux et éléments de construction qui seront mis en œuvre durant la réalisation des travaux, devront nous être transmis.
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.	SO	
	Section VI - Structures provisoires et démontables		
GN 15	Règlementation applicable aux structures provisoires et démontables	SO	
	Livre II		
	Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories		
	Titre Premier Dispositions Générales		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre Premier - Généralités		
GE 1	Objet.	PM	
	Section I - Contrôle des Etablissements		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	Section II - Vérifications Techniques		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.	AF	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	AF	
GE 9	Rapports de vérifications.	AF	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	SO	
	Chapitre II - Construction		
CO 1 - CO 5	Section I - Conception et Desserte des Bâtiments	HM	
CO 6 - CO 10	Section II - Isolement par Rapport aux Tiers	HM	
CO 11 - CO 15	Section III - Résistance au Feu des Structures	HM	
	Section IV - Couvertures		
CO 16	Généralités.	PM	
CO 17	Protection de la couverture par rapport à un feu extérieur.	AF	Revêtement bitumineux avec couche de protection en gravillon sur 4cm ou dalle sur plot Classement Brooft3 sans essai
		AS	Incendie: Concernant la toiture terrasse avec revêtement autoprotégé : La terrasse se situe à moins de 12m de la limite de propriété et doit donc bénéficier d'un classement Brooft3 vis à vis d'un feu provenant de l'extérieur. Le complexe proposé au CCTP "IKO DUO FUSION" n'est pas suffisamment précis pour vérifier cette exigence. Préciser clairement cette contrainte au CCTP pour que l'entreprise sélectionne les revêtements bénéficiant de ce classement
CO 18	Protection de la couverture par rapport à un feu extérieur : cas particuliers.	PM	Justification de la réaction au feu des lanterneaux à nous transmettre en EXE
CO 19 - CO 22	Section V - Façades	HM	
CO 23 - CO 26	Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 27 - CO 29	Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers	HM	
CO 30 - CO 33	Section VIII - Conduits et Gains	HM	
CO 34 - CO 60	Section IX - Dégagements	HM	
	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier		
	Section I – Produits et Matériaux de Parois		
AM 8	Produits d'isolation.	AF	Dalle béton écran.
	Chapitre IV - Désenfumage		
DF 1	Objet du désenfumage.	PM	
DF 2	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
DF 3	Principes de désenfumage.	AF	Désenfumage naturel des cages d'escalier Dossier technique concernant les exutoire et avec dispositif de commande à nous transmettre en EXE
DF 4	Application	AF	Remplacement des désenfumage de cage d'escalier existant
DF 4§1	Désenfumage naturel selon IT 246		
DF 4§1	Désenfumage mécanique selon IT 246		
DF 4§2	Recours à l'ingénierie du désenfumage		
DF 4§3	Conformité des matériels de désenfumage		
DF 5	Désenfumage des escaliers	AF	Remplacement du désenfumage de la cage d'escalier existant Attestation de bon fonctionnement à nous transmettre en fin de chantier
DF 6	Désenfumage des circulations horizontales enclouonnées et des halls accessibles au public	HM	
DF 7	Désenfumage des locaux accessibles au public	HM	
DF 8	Désenfumage des compartiments	HM	
DF 9	Entretien et exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant.
DF 10	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.

VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre VI - Etablissements du Type R (Etablissements d'enseignement, colonies de vacances)		Arrêté du 04/06/1982 modifié par arrêté du 11/12/2009 et précédents.
	Section I - Généralités		
R1	Etablissements assujettis	AF	
R2	Détermination de l'effectif	PM	Cf « Classement et référentiel »
R3	Conditions particulières d'exploitation	HM	A respecter par l'exploitant.
R4	Parc de stationnement couvert	SO	
R5	Utilisation de produits et de matériels dangereux	HM	

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Titre I CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation Section 3 Désenfumage		
R4216-13	Définition des zones à désenfumer : locaux en fonction de la surface et escaliers	AF	Remplacement du désenfumage de la cage d'escalier existant